



Commune  
de  
COSNAC



# Registre public d'accessibilité



## Centre de loisirs

Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire – Mairie 19360 COSNAC  
Téléphone 05 55 92 81 70 - Télécopie 05 55 92 82 94 Courriel : [mairie@commune-cosnac.fr](mailto:mairie@commune-cosnac.fr)

# Accessibilité du centre de loisirs

↳ Le bâtiment et tous les services proposés sont accessibles à tous



oui  non

↳ Le personnel vous informe de l'accessibilité du bâtiment et des services



oui  non

## Formation du personnel d'accueil aux différentes situations de handicap



✓ Le personnel est sensibilisé.

*C'est-à-dire que le personnel est informé de la nécessité d'adapter son accueil aux différentes personnes en situation de handicap.*

## Matériel adapté

✓ Le matériel est entretenu et réparé  oui  non

✓ Le personnel connaît le matériel  oui  non

Toutes les prestations offertes dans l'établissement sont accessibles aux personnes handicapées quel que soit leur handicap.

### En annexe :

✓ L'attestation d'accessibilité en date du 09/02/2017 : **AC-019-1361**



cosnac.fr 05.55.92.81.70 [secretariatgeneral@commune-cosnac.fr](mailto:secretariatgeneral@commune-cosnac.fr)

### Consultation du registre public d'accessibilité :

à l'accueil de la mairie  sur le site internet de la commune

N° SIRET : 21190630000010

Adresse : Avenue du 8 mai 1945 19360 COSNAC



MAIRIE  
DE  
COSNAC

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DE LA CORREZE

OPIE

Le 09 février 2017

**Attestation d'accessibilité  
D'un ERP de 5<sup>ème</sup> catégorie conforme au 31 décembre 2016  
Exemptant d'Agenda d'Accessibilité Programmée**

*(Envoi en Recommandé avec Accusé de Réception au préfet de département)*

Conformément à l'article R.111-19-33 du code de la construction et de l'habitation,  
Je soussigné, **Gérard SOLER, Maire – 155, avenue du 19 mars 1962 – 19360 COSNAC**  
représentant de l'Établissement recevant du public de 5<sup>ème</sup> catégorie ou d'une installation ouverte au public : **Centre de Loisirs** - situé avenue du 08 mai 1945 – 19360 COSNAC – section BN 51.

atteste sur l'honneur que l'établissement ou installation susmentionné répond à ce jour aux règles d'accessibilité en vigueur au 31 décembre 2016.

Cette conformité à la réglementation accessibilité prend en compte (cocher le cas échéant) :

- Le recours à une ou plusieurs dérogations, obtenue(s) en application de l'article R.111-19-10 du code de la construction et de l'habitation (cf. arrêté préfectoral accordant la ou les dérogations ci-joint) et, en cas de dérogation accordée à un établissement recevant du public remplissant une mission de service public, la mise en place de mesures de substitution permettant d'assurer la continuité du service public ;
- L'accessibilité d'une partie de l'établissement de 5<sup>ème</sup> catégorie dans laquelle l'ensemble des prestations peut être délivré et, le cas échéant, la délivrance de certaines de ces prestations par des mesures de substitution.

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, en application des articles 441-1 et 441-7 du code pénal.

**Le Maire,  
Conseiller Départemental,**



**Gérard SOLER**

**Article 441-1 du code pénal**

Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende.

**Article 441-7 du code pénal**

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
- 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui